

22 déc. 1944

405 L134/22

AG EX 336 m^e 1

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**

des

**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

M

Applicable jusqu'à nouvel ordre

AVIS GÉNÉRAL

EX 33 b

N° 1

Date d'application : 25 décembre 1944

*Le présent tirage annule et remplace l'Avis Général Ex 33 b n° 1
du 30 mars 1944.*

DISTRIBUTION

EX

1 à 3

11 à 13-15 à 18

31-32-35-37

51-52

Rectificatifs

RÈGLES SPÉCIALES D'APPLICATION DES PRIORITÉS DE TRANSPORTS POUR LA RÉPARTITION DU MATÉRIEL

L'Instruction Générale EX 33 b du 1^{er} octobre 1941 fixe les règles générales de répartition du matériel à marchandises.

Le présent Avis Général fixe les règles spéciales qui doivent être appliquées, en outre, pour respecter, dans la répartition du matériel et son attribution aux expéditeurs, les priorités relatives dont bénéficient les marchandises pour leur transport.

article 1 ♦ Attribution des priorités de transport.

Les priorités de transport sont attribuées aux marchandises par la Direction des Transports par fer au Ministère des Travaux publics et des Transports, sur proposition du Ministère dont relève la marchandise considérée. En conséquence, quand elles ne sont pas en mesure de donner une suite favorable à une demande de matériel, l'expéditeur ne peut avoir de recours qu'auprès du Département ministériel intéressé : Service des Transports des Ministères du Ravitaillement, de l'Agriculture, de la Production industrielle (Direction des Industries mécaniques et électriques, des Mines, de la Sidérurgie, des Carburants..., etc.).

article 2 ♦ Classement des priorités de transport.

Les transports sont classés par l'Arrêté ministériel du 14 novembre 1944, en trois groupes dénommés A, B et C, correspondant aux colonnes A, B et C de la répartition du matériel, avec cette seule différence que les transports militaires compris dans le groupe A sont décomptés à part dans la colonne M des états de répartition.

Pour l'attribution du matériel, les gares doivent, en outre, tenir compte que certains groupes peuvent donner lieu à un classement supplémentaire en sous-groupes numérotés.

Une **Annexe mensuelle** au présent Avis Général désigne les marchandises entrant dans chaque groupe et sous-groupe.

Pour l'application de l'I.G. EX 33 b et du présent Avis, les gares doivent, au reçu d'une demande de wagons, **identifier** le transport qu'elle concerne, c'est-à-dire déterminer le groupe (et, éventuellement, le sous-groupe) de priorité auquel il ressortit. Elles connaissent ainsi l'indice qui doit lui être affecté pour la répartition du matériel et l'ordre exact suivant lequel elles doivent régler son attribution.

Dans certains cas, la nature de la marchandise suffit pour identifier les transports ; dans les autres cas, les gares se réfèrent aux articles 3 à 6 ci-après.

NOTA. — Lorsque les gares ont un doute sur l'identification d'un transport ou sur la priorité qui lui revient, elles s'adressent à leur répartiteur.

article 3 ♦ Transports militaires.

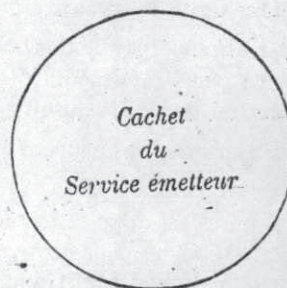
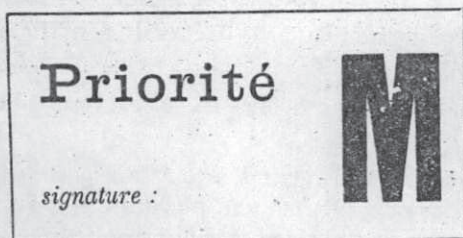
a) Transports militaires alliés.

Les modalités pour l'identification pratique de ces transports n'étant pas encore complètement fixées, les instructions correspondantes seront données ultérieurement.

b) Transports militaires français.

Ne peuvent bénéficier de la priorité A et, par suite, être affectés de l'indice M que les transports dont la déclaration d'expédition est identifiée au moyen d'un cachet portant signature du fonctionnaire responsable et du timbre humide du Service émetteur (Armée, Défense aérienne, Marine, Gendarmerie ou Police).

Ci-dessous fac-similé du cachet :



L'attention des gares est appelée sur le fait que la **bande rouge, bleue ou tricolore**, portée par certaines déclarations d'expédition, n'a aucune valeur en ce qui concerne la **priorité** de fourniture du matériel.

article 4 ♦ Transports essentiels et urgents pour l'exploitation des chemins de fer.

a) Transports essentiels et urgents pour l'exploitation de la S.N.C.F.

Ces transports (par wagons complets ou par expéditions de détail) doivent, en principe, avoir, soit comme expéditeur, soit comme destinataire, un service de la S.N.C.F. Exceptionnellement, la même priorité peut être attribuée à un transport n'ayant pas comme expéditeur ou comme destinataire un Service de la S.N.C.F. (par exemple, transports de matières premières ou de pièces détachées destinées à la construction de matériel S.N.C.F. par des ateliers privés).

Chacun de ces transports est signalé à la gare expéditrice par un **ordre de transport essentiel et urgent**. Cet ordre est établi en trois exemplaires ; il n'est valable que s'il porte la signature :

- du Directeur d'un Service central ou d'une Région,
- ou du Chef d'un Service régional,
- ou du Chef d'un Arrondissement,

ou d'un fonctionnaire de leur service qu'il désigne à cet effet ; dans ce cas, **mention de cette délégation**, ainsi que de la fonction du signataire réel, doit être faite explicitement au-dessus de la signature.

Les trois exemplaires de l'ordre sont, jusqu'à nouvel avis, envoyés à l'Arrondissement de l'Exploitation de la gare expéditrice par l'intermédiaire de son Service régional de l'Exploitation (1). L'Arrondissement conserve l'un des exemplaires et adresse les deux autres à la gare expéditrice.

Après exécution du transport, la gare expéditrice retourne directement au Service qui a établi l'ordre le feuillet prévu à cet effet, avec indication des dates de fourniture et de chargement du matériel demandé par l'expéditeur. Le second feuillet, sur lequel sont portées les mêmes indications, est conservé par la gare.

b) **Transports essentiels et urgents pour l'exploitation des chemins de fer d'intérêt local.**

Pour les transports essentiels pour l'exploitation des chemins de fer d'intérêt local (par wagons complets ou par expéditions de détail), les ordres de transport correspondants sont établis par le Comité d'Organisation des voies ferrées d'intérêt local ou par les Services du Chemin de fer Métropolitain de Paris dont ils portent le cachet. Ces ordres, établis en trois exemplaires, doivent être validés par l'apposition du cachet du Service Central du Mouvement de la S.N.C.F., qui les fait parvenir aux gares expéditrices dans les mêmes conditions que les fiches d'identification (voir art. 5).

Le feuillet n° 1 est conservé par l'Arrondissement. Après exécution du transport, la gare expéditrice retourne directement au Service Central du Mouvement, 8, rue de Londres, à Paris, le feuillet n° 3 avec indication des dates de fourniture et de chargement du matériel demandé par l'expéditeur. Le feuillet n° 2 est conservé par la gare.

article 5 ♦ Transports définis par fiches d'identification.

Chacun de ces transports est signalé à la gare expéditrice par une fiche d'identification, sur laquelle figurent les caractéristiques permettant de le reconnaître quand la demande de wagon est présentée par l'expéditeur.

Cette fiche est transmise par le Service Central du Mouvement (2) à l'Arrondissement intéressé, qui la fait parvenir à la gare expéditrice par l'intermédiaire du répartiteur au premier degré. **Aucune fiche d'identification ne doit être retenue en cours de route** jusqu'à la gare expéditrice.

Ces différentes transmissions peuvent être faites par l'intermédiaire de la poste si ce moyen est reconnu comme devant être plus rapide.

L'attention des gares est appelée sur le fait que la **demande** de matériel relative à tout transport ayant fait l'objet d'une fiche d'identification ne peut être valablement déposée à la gare expéditrice que **pendant la période de trois semaines qui suit la date d'établissement de la fiche**. Le transport peut être exécuté postérieurement à ce terme, pourvu que la demande déposée dans le délai ci-dessus ait été renouvelée conformément aux tarifs.

Le 1^{er} de chaque mois, toutes les fiches périmées pendant le mois précédent et correspondant à des demandes non présentées ou partiellement présentées doivent être aussitôt retournées à l'Arrondissement, qui les transmet au Service régional : celui-ci les adresse au Service Central du Mouvement au plus tard le 10 du mois de péremption.

Avant d'effectuer le renvoi de ces fiches, la gare indique sur chacune la cause de non-fourniture du matériel : défaut de demande, défaut de matériel, transport exécuté en totalité ou en partie par la route, etc...

La fiche d'identification porte l'indication de la priorité attribuée.

Certaines fiches d'identification concernent des transports à exécuter par **train entier**. Pour ceux-ci, le matériel est à mettre à disposition de l'expéditeur, suivant la priorité accordée et dans les conditions arrêtées par le Chef de Circonscription Mouvement, en accord avec l'expéditeur, sauf instructions contraires du Service Central du Mouvement.

(1) Toutefois pour les transports qui intéressent un seul Arrondissement de l'Exploitation, la fiche est envoyée directement à cet Arrondissement.

(2) La fiche est remise directement à la gare par l'expéditeur pour les transports de vins en containers citernes.

article 6 ♦ Transports en service de la S.N.C.F.

Ces transports doivent obligatoirement avoir comme expéditeur ou comme destinataire un service de la S.N.C.F.

article 7 ♦ Mesures de contrôle.

Les gares doivent, avant de laisser commencer le chargement d'un wagon, rapprocher la déclaration d'expédition (ou lettre de voiture) de la demande de wagon correspondante ; elles s'assurent qu'il y a identité de nature de marchandise et de destination, de nom du destinataire, etc...

L'attention des gares est appelée sur le fait que l'utilisation d'un wagon par un expéditeur, pour un transport bénéficiant d'une priorité moins élevée que celle revenant au wagon initialement demandé, constitue une infraction grave tombant sous le coup de l'ordonnance ministérielle du 28 octobre 1944 (voir A.G.T. 147, n° 6, du 30 octobre 1944).

La vérification portera spécialement à cet effet :

- a) Pour les transports bénéficiant de la priorité B sans fiche, sur la **nature de la marchandise** ;
- b) Pour les transports identifiés par fiches, sur la **nature de la marchandise, sa destination et son destinataire.**

Les transports non conformes à la demande de wagons doivent être refusés, et une fiche d'infraction adressée sans délai au Chef d'Arrondissement, qui décide s'il y a lieu de dresser procès-verbal de contravention.

L'attention des agents des gares est attirée sur le fait que l'acceptation d'un tel transport peut engager leur responsabilité personnelle.

article 8 ♦ Statistique des Transports.

L'usage de l'imprimé 12027 bis est suspendu jusqu'à nouvel avis.

Les gares établissent, pour ce qui les concerne, un compte rendu journalier mod. 12027 ter donnant, pour les marchandises reprises sur cet imprimé, d'une part, le nombre de wagons chargés dans la journée et, d'autre part, le nombre de wagons restant à fournir sur les demandes antérieures.

Les états ainsi établis par les gares sont récapitulés aux différents échelons de la répartition, de façon à ce que le compte rendu de chaque région parvienne le jour D au Service Central du Mouvement.

article 9 ♦ Diffusion au public.

Ce document et son Annexe mensuelle doivent être tenus, dans les gares, à la disposition du public quand celui-ci demande à être renseigné sur les conditions d'application de l'Arrêté ministériel du 14 novembre 1944 sur les priorités.

A cet effet, les gares devront afficher à proximité du guichet des expéditions un avis conforme au libellé ci-dessous :

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

AVIS AU PUBLIC

PRIORITÉS DE TRANSPORT MARCHANDISES

Un certain nombre de mesures ont été prises par la S.N.C.F. conformément aux dispositions de l'Arrêté ministériel du 14 novembre 1944 sur les priorités de transport.

Le public est prié de s'adresser au guichet pour avoir connaissance des dispositions en vigueur.

Paris, le 22 décembre 1944,
Le Directeur du Service Central du Mouvement,
Ph. DARGEOU.

18508

40519 34122

1220

SOCIÉTÉ NATIONALE *des* CHEMINS DE FER FRANÇAIS

M

RECTIFICATIF N° 1 A L'AVIS GÉNÉRAL

du 22 décembre 1944

EX 33 b

N° 1

" Règles spéciales d'application des priorités de transports pour la répartition du matériel "

DISTRIBUTION

EX

1 à 3

11 à 13 - 15 à 18

31 - 32 - 35 - 37

51 - 52

Le béquet ci-dessous est à coller en retombe au bas de la page 3 à la suite de l'article 5 de l'Avis Général précité.

Paris, le 1^{er} avril 1945.

Le Directeur du Service Central du Mouvement,

Ph. DARGEOU.

80/W. 38.568. — Paris, Imprimerie administrative Centrale, 8, rue de Furstenberg. (3528) - Marché 201

article 5 bis ♦ Transports identifiés par vignettes.

Certains transports sont identifiés au moyen de vignettes émises par le Ministère des Travaux Publics et des Transports (Direction Générale des Chemins de fer et des Transports).

Pour ces transports, la **demande de matériel** présentée par l'expéditeur porte une vignette dont l'Annexe mensuelle indique chaque mois le modèle exact ; la **déclaration d'expédition** correspondante (ou la lettre de voiture) doit porter une vignette **identique** (1), sur laquelle figure notamment le même numéro.

Les vignettes sont numérotées et comportent la mention imprimée du mois d'émission ainsi que la date extrême de validité, qui est toujours le 15 du mois suivant celui de l'émission. C'est avant cette date que doit être déposée, à la gare expéditrice, la première demande de matériel, qui peut être renouvelée par la suite conformément aux tarifs pour que subsiste la priorité attribuée par la vignette.

Les vignettes comportent, en sus de l'impression, les indications suivantes :

1° — le numéro du plan et la nature de la marchandise,

2° — l'indication du type de matériel à utiliser (couvert, tombereau ou plat) frappée à l'encre grasse à l'aide d'une griffe.

Les vignettes apposées sur la demande de wagon et sur la déclaration d'expédition (ou lettre de voiture) doivent être oblitérées au moyen d'un tampon humide, par l'un des Services suivants :

- Direction Générale des Chemins de fer et des Transports (Section des Priorités de Transports).
- Ministère de l'Agriculture (Service des Transports).
- Ministère du Ravitaillement (Service des Transports).
- Ministère de la Production Industrielle (Service des Transports).

Le rang de priorité (B1, B2 ou B3) conféré au transport est imprimé en surcharge sur la vignette.

Les gares doivent vérifier que les vignettes répondent aux conditions fixées ci-dessus et ne présentent, en outre, ni rature ou surcharge, ni trace de grattage ou de lavage.

(1) Lorsqu'il s'agit de plusieurs wagons la demande de matériel et la déclaration d'expédition doivent comporter un nombre de vignettes égal au nombre de wagons demandés. Il est rappelé que pour les transports internationaux, la lettre de voiture ne s'applique qu'à un seul wagon et ne doit comporter qu'une seule vignette.

Rectificatif n° 1 à l'Avis Général EX 33 b n° 1 du 22 décembre 1944 (Béquet à coller en retombe à la suite de l'article 5, page 3)

1/8 1808